

**ARRETE DU MAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION**

N°ST 2024_023

Le Maire de la Commune de Saint-Marcellin,

VU la demande en date du 15 janvier 2024 de l'entreprise CARE TP, 411, route de la gare, 38470 L'ALBENC, représentée par Monsieur Loïc OMASTA,
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée,
VU le code général des collectivités territoriales,
VU le code de la route,
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée,

CONSIDERANT que pour permettre de réaliser les travaux de réseaux au niveau du carrefour du boulevard du Champ de Mars et de l'avenue du Collège, d'assurer la sécurité des employés chargés de leur réalisation et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE

Article 1 – Autorisation : Du 22 janvier au 4 février 2024, le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public sur le carrefour du boulevard du Champ de Mars et de l'avenue du Collège, afin de réaliser des travaux comme énoncé dans sa demande, et ce dans les conditions définies ci-après.

Article 2 - Restriction de circulation et de stationnement : Le stationnement et la circulation seront temporairement réglementés du 22 janvier 2024 au 4 février 2024 sur le boulevard du Champ de Mars :

- La circulation, l'arrêt et le stationnement seront interdits sur le boulevard du Champ de Mars. Une déviation sera mise en place dans les deux sens par le boulevard Riodel, le cours Vallier, l'avenue de la Santé et la contre-allée du boulevard du champ de Mars.
- L'accès aux propriétés riveraines et aux services de secours sera maintenu.

Article 3 - Sécurité et signalisation : La signalisation au droit et aux abords du chantier sera mise en place, maintenue en permanence en bon état, adaptée pendant les interruptions et enlevée à la fin des travaux, sous contrôle des services de la commune, par l'entreprise chargée du chantier. Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifiée et complétée. La signalisation permanente sera adaptée simultanément pour être en cohérence avec la signalisation temporaire.

Article 4 - Publication, affichage et diffusion : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur. Madame la Directrice générale des Services du Département, Monsieur le Chef de service Aménagement du territoire Sud Grésivaudan, Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Madame la Directrice générale des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur des Services techniques, Messieurs les Gardiens de la Police Municipale, le bénéficiaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Article 5 - Recours : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Marcellin,
Le 19 janvier 2024,

**Le Maire,
Raphaël MOCELLIN,**

Pour le Maire et par délégation,

**La Responsable des Espaces Publics,
Gwenaëlle LAMY**

